

L'ACTUALITÉ  
JURIDIQUE  
DROIT ADMINISTRATIF

# ADA

**Étude**  
Page 835

## LE DROIT ADMINISTRATIF FACE AUX DÉFIS DU NUMÉRIQUE

La transformation numérique est une sorte de tsunami qui submerge les unes après les autres toutes les activités sociales. Les manifestations se multiplient ici et là des effets « disruptifs » qu'elle est en train ou en passe de susciter dans le fonctionnement des administrations.



Version numérique incluse \*



### COLLECTIVITÉ TERRITORIALE

#### **Les faux-semblants des compensations**

p. 845

Le Conseil d'Etat apporte un éclairage utile sur les conditions de compensation financière des charges nouvelles des collectivités selon qu'il s'agit de transfert, de création ou d'extension de compétences.

### CONTRAT

#### **Recours direct en interprétation d'un contrat obscur et contrôle du Juge de cassation**

p. 858

Le Conseil d'Etat fixe l'étendue de son contrôle de cassation sur le caractère « obscur ou ambigu » d'un contrat dans le cadre d'un recours en interprétation.

### POUVOIRS PUBLICS

#### **Dès juin 1940, de Gaulle était l'État**

p. 820

A l'occasion d'un litige sur la notion d'archives publiques, le Conseil d'Etat a dû trancher une question historique complexe.

**DALLOZ**



9 782996 318154

HEBDOMADAIRE – 23 avril 2018 – N° 15 – 2018

Pages 817 à 872

## AJDA

31-35, rue Froidevaux,  
75685 - Paris cedex 14  
Tél. : 01 40 64 54 54  
Fax : 01 40 64 54 66  
Pour joindre un correspondant,  
composez le : 01 40 64 suivi des  
chiffres figurant à la suite de son nom

Hebdomadaire - 74<sup>e</sup> année

Président,  
Directeur de la publication  
Philippe Déroche

RÉDACTION  
aj@dalloz.fr

Directeur scientifique  
Fabrice Melleroy

Rédactrice en chef  
Marie-Christine de Montecler (5474)

Rédacteur en chef adjoint  
Jean-Marc Pastor (5405)

Rédaction  
Carine Biget (5435)  
Emmanuelle Maupin (5306)

Conseil scientifique  
Bernard Dreyfus, Yves Jégouzo,  
Christine Maugué, Nicolas Portier,  
Vincent Potier, Loïc Poupot,  
Nil Symbowicz, Didier Truchet,  
Philippe Yoka

1<sup>er</sup> secrétaire de rédaction  
Caroline Charrier (5368)

Secrétaires de rédaction  
Sylvie De Sousa (5455)  
Anne Tuttle (5338)

## ABONNEMENTS / MARKETING

Directrice des abonnements  
Yvette Nay  
80, avenue de la Marne,  
92541 Montrouge cedex  
ventes@dalloz.fr, fax : 01 40 64 89 92

Responsable relation clients  
Ginette N'Koua  
08 20 800 017 (0,12 € TTC/mn)

Publicité  
Myriam Lacroix  
Tél. : 01 40 92 69 66  
mlacroix@editions-legislatives.fr

France métropolitaine 1 an :  
571,76 € TTC  
Etranger 1 an : 626,00 € HT  
Prix au numéro : 30,63 € TTC

L'Actualité juridique  
droit administratif est éditée par  
EDITIONS DALLOZ  
SAS au capital de 3 956 040 €  
Siège social : 31-35, rue Froidevaux  
75685 Paris Cedex 14

RCS Paris 572 195 550,  
CODE APE 5811 Z  
N° SIRET 572 195 550 00098  
N° TVA FR 69 572 195 550  
N° CPPAP : 1222 T 79888

JOUE, 1, rue du Docteur-Sauvé,  
53100 Mayenne  
Dépôt légal - avril 2018

Société des Editions Lefebvre-Sarrut  
© Editions Dalloz - L'Actualité  
juridique droit administratif,  
avril 2018



Origine du papier : Portugal  
Taux de fibres recyclées : 0 %  
Certification PEFC™  
Indice Eutrophisation : 0,08 kg/t

# SOMMAIRE

N° 15/  
hebdomadaire - 23 avril 2018  
pages 817 à 872

Retrouvez l'AJDA sur Twitter @AJDA\_Dalloz

## AU FIL DE LA SEMAINE

### 822 Le refus de serrer la main d'un représentant de l'État révèle un défaut d'assimilation

Le gouvernement pouvait légalement s'opposer à l'acquisition de la nationalité française par une femme qui, lors de la cérémonie d'accueil, a refusé de serrer la main du secrétaire général de la préfecture et d'un élu local.

### 827 Réforme ferroviaire : les députés doublent le délai d'habilitation

L'Assemblée nationale a adopté le 17 avril, en première lecture, le projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire. Elle a notamment précisé le calendrier de l'ouverture à la concurrence.

## CHRONIQUE

### 852 Juge de cassation et cour suprême : le Conseil d'État combine ses offices

Par Sophie Roussel et Charline Nicolas

Le moyen tiré de la méconnaissance de l'autorité absolue de chose jugée qui s'attache aux faits constatés par une décision pénale définitive est d'ordre public et peut être invoqué pour la première fois devant le Conseil d'État, juge de cassation.

## JURISPRUDENCE COMMENTÉE

### 862 Actionnariat d'une société publique locale et compétence obligatoirement transférée

Note de Sébastien Bromeret

Un jugement du tribunal administratif de Toulouse prolonge le débat relatif à la nécessaire adéquation entre l'objet social d'une société publique locale d'aménagement et les compétences exercées par ses actionnaires publics.



\*À l'aide de vos identifiants, retrouvez votre revue sur Dalloz-Revues.fr et sur l'appli Dalloz pour smartphone et tablette.



## 817 TRIBUNE

- 817 Une question sèche et clivante,  
par Mathias Chauchat

## 820 AU FIL DE L'ACTUALITÉ

- 820 Dès juin 1940,  
de Gaulle était l'État
- 820 La liberté d'aller et venir n'ouvre  
pas aux étrangers un droit  
général d'accès au territoire
- 821 Qui est compétent pour  
demander la prorogation d'une  
déclaration d'utilité publique ?
- 821 Le Conseil d'État ne peut pas se  
substituer à l'Agence française  
de lutte contre le dopage
- 822 Précisions sur les clauses  
d'exclusion de la qualité de réfugié
- 822 Le refus de serrer la main d'un  
représentant de l'État révèle  
un défaut d'assimilation
- 823 L'image d'un bien n'est pas  
le bien
- 824 Contravention de grande  
voirie : incidence de la  
délivrance d'une autorisation  
en cours d'instance
- 824 Égalité entre les mutuelles
- 824 Signature des premiers  
contrats de maîtrise  
de la dépense locale
- 825 La prison ne prive pas  
automatiquement du bénéfice  
de la protection renforcée
- 825 Notion d'extension  
de l'urbanisation  
et d'espaces boisés
- 826 Poursuites disciplinaires  
contre un médecin  
enseignant-chercheur
- 826 Nomination irrégulière et  
insuffisance professionnelle
- 826 L'arrêté relatif au coût du projet  
d'enfouissement des déchets  
nucléaires à Bure fait grief
- 827 Réforme ferroviaire :  
les députés doublent  
le délai d'habilitation

- 827 Qu'est-ce qu'un acte usuel  
de l'autorité parentale ?

- 828 Contentieux autour de  
l'autorisation unique en  
matière d'installation classée

- 828 Assignation à résidence :  
*quid* de l'étranger qui  
n'a qu'une boîte postale ?

- 829 Contrôle du juge administratif  
sur un plan de sauvegarde  
de l'emploi

- 829 Les chiffres du droit  
au logement

- 829 Réception du mémoire en  
réclamation : point de départ  
du délai de paiement

- 830 Un praticien interdit  
de donner des soins aux  
assurés sociaux ne peut  
pas se faire remplacer

- 830 Régime d'interdiction de  
communication avec un détenu

- 831 Eau et assainissement :  
le Sénat rejette le transfert  
obligatoire

## 832 VEILLE DE JURISPRUDENCE

- 832 Le juge administratif  
ne peut pas connaître  
d'un acte pris par une  
autorité étrangère

- 832 Partie à l'instance après  
transfert de compétence  
d'une commune

- 833 Inscription d'une œuvre sur  
la liste des films à caractère  
pornographique et d'incitation  
à la violence

- 833 Recevabilité d'un appel  
devant la chambre de discipline  
du Conseil national de l'ordre  
des pharmaciens

- 834 Pas de diffamation  
en cas de polémique  
politique

- 834 Délai de demande de transfert  
en application du règlement  
Dublin III

- 834 Recours contre le refus  
de rapporter une sanction  
disciplinaire

## 835 ÉTUDE

- 835 Le droit administratif face  
aux défis du numérique,  
par Jean-Bernard Auby

## 845 CHRONIQUE

Chronique de jurisprudence  
du Conseil d'État,  
par Sophie Roussel et Charline Nicolas

- 845 Collectivités territoriales :  
les faux-semblants  
des compensations,  
CE 21 février 2018,  
Département du Calvados  
CE 21 février 2018, Région  
Provence-Alpes-Côte d'Azur

- 852 Juge de cassation et cour  
suprême : le Conseil d'État  
combine ses offices,  
CE, sect., 16 février 2018,  
M<sup>me</sup> Thomas

## 858 JURISPRUDENCE COMMENTÉE

- 858 Recours direct en interprétation  
d'un contrat obscur et contrôle  
du juge de cassation,  
CE 8 novembre 2017,  
Société Lyonnaise des eaux,  
note Frédéric Lombard

- 862 Actionnariat d'une société  
publique locale et compétence  
obligatoirement transférée,  
TA Toulouse, 30 janvier 2018,  
Préfet de la Haute-Garonne,  
note Sébastien Brameret

- 866 Les conséquences du défaut  
de caractère exécutoire de  
la prescription de l'élaboration  
du plan local d'urbanisme,  
CAA Marseille, 6 février 2018,  
Commune de Châteauneuf,  
concl. Gilles Roux

## 872 INDEX

Liste des responsables de rubrique  
et informations aux auteurs en page 844